



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEIO

Semaine du 3 avril 2023

❖ Régional

Les perspectives de reprise sont optimistes pour les PDG des entreprises de la CAE

Le cabinet de conseil PwC a publié sa 26^{ème} enquête annuelle auprès des chefs d'entreprises. Sur les 4000 interrogés dans le monde, 138 PDG étaient basés en Afrique de l'Est. Dans l'ensemble, ces chefs d'entreprise se sont montrés optimistes quant aux perspectives économiques : 55 % se disent très confiants quant aux perspectives de croissance de leur entreprise au cours des 12 prochains mois. En conséquence, 71 % des PDG de la CAE ne prévoient pas de réduire leurs effectifs, 51 % ne prévoient pas de geler les embauches au cours des 12 prochains mois et 82 % ne prévoient pas de réduire les salaires de leurs employés. Les chefs d'entreprise d'Afrique de l'Est ont également indiqué qu'ils donneraient la priorité à l'amélioration des compétences de leur personnel (78 %), ainsi qu'au déploiement de la technologie (64 %). Ces perspectives contrastent avec les prévisions économiques mondiales. Pour rappel, les taux de croissance moyens prévus pour les pays d'Afrique de l'Est en 2023-2024 sont les suivants : Rwanda (7,9 %), Éthiopie (6,0 %), Ouganda (5,9 %), Tanzanie (5,6 %), Kenya

(5,4 %), Burundi (4,4 %) et Soudan du Sud (2,2 %). Toutefois, les perspectives tiennent compte des vulnérabilités de la région aux effets du changement climatique, tels que la sécheresse et les inondations.

❖ Burundi

Pas de brève cette semaine

❖ Comores

Comores : signature d'un accord sur le traitement de la dette bilatérale des Comores auprès de la France

Le 20 mars a eu lieu la signature d'un accord entre le ministre des Finances des Comores et l'ambassadeur de France sur le traitement de la dette publique contractée auprès de la France via la Banque Publique d'Investissement (BPI). Ce nouvel accord prévoit le rééchelonnement de cette dette, et démontre le soutien de la France au gouvernement des Comores dans ses efforts de réduire ses risques de défauts de paiements, notamment en vue de satisfaire les attentes du FMI afin d'obtenir une facilité élargie de crédit (FEC). Pour rappel, la France (via BPI) détient près de 3 % de la dette

bilatérale des Comores, soit environ 2,5 M EUR.

Djibouti

Pas de brève cette semaine

Erythrée

Pas de brève cette semaine

Ethiopie

Approbation d'une subvention de plus de 630 MUSD par la Fondation MasterCard

Dans le cadre de la deuxième phase de son programme trisannuel en Ethiopie, la Fondation *MasterCard* a approuvé l'octroi d'une subvention de plus de 630 MUSD. Le feu vert a été donné par son comité de direction après étude des programmes portés par le ministère du Travail éthiopien. L'objectif est de soutenir principalement des projets visant à la création d'emplois, au renforcement de l'accès aux financements pour les PME et à appuyer la dimension entrepreneuriale dans les centres de formation professionnelle. L'accès aux financements pour les entreprises locales est aujourd'hui l'un des principaux freins au développement du secteur privé malgré les *Homegrown Economic Reforms* dont l'objectif était d'encourager une croissance économique tirée par le secteur privé.

Contribution de 7,1 Mds ETB par les banques commerciales via l'achat du nouveau bon du Trésor

Les banques commerciales ont acheté plus de 7 Mds ETB (118,9 MEUR) de nouveau bon du Trésor éthiopien depuis son instauration au 1^{er} novembre 2022 par une directive du ministère des Finances (MoF). Les banques commerciales sont tenues d'investir 20 % de leur portefeuille de prêts en obligations du Trésor (maturité de 5 ans). L'objectif du gouvernement éthiopien est de financer son déficit budgétaire pour l'année 2023 par la dette domestique en raison de la réduction du soutien budgétaire des bailleurs internationaux au cours des deux dernières années. Il n'est cependant pas précisé dans le document du MoF relayant ce chiffre si les mois de décembre et novembre 2022 étaient pris en compte. Ainsi, malgré la réduction de sa dette extérieure, le gouvernement éthiopien voit le poids de sa dette continuer d'augmenter (la dette intérieure totale, contractée à 59 % par le gouvernement et 41 % par les entreprises publiques, s'est accrue de 10 % sur la seconde moitié de 2022).

Lancement de nouveaux centres d'inspection et de certification de la qualité du café par l'Autorité éthiopienne du café et du thé

Le lancement de deux nouveaux centres d'inspection et de certification de la qualité du café par l'Autorité éthiopienne du café et du thé dans les villes de *Jimma* et de *Hawassa* le mois prochain a été annoncé. Cette évolution permettrait d'améliorer à la fois la productivité et l'efficacité de la filière avec la réduction des coûts (notamment logistiques) via la suppression de nombreux

intermédiaires au sein de la chaîne d'approvisionnement de la filière. Cela baisserait ainsi les prix du café à l'exportation, le rendant ainsi plus attractif sur le marché international. L'objectif du gouvernement à plus long terme est d'étendre cette mesure au niveau national. L'enjeu est de taille pour la filière et le pays, sachant que l'année dernière la filière a généré 1,4 Md USD pour l'Éthiopie grâce aux exportations dans un contexte de pénurie structurel de devises.

Kenya

La CBK augmente le taux directeur de 75 points de base

Le comité de politique monétaire de la *Central Bank of Kenya* a augmenté le taux directeur de 75 points de base début avril, de 8,75 % à 9,5 %, soit son niveau le plus élevé depuis 5 ans. Cette décision a pour but d'ancrer les anticipations d'inflation. Pour rappel, suite aux hausses successives de taux directeur et à l'augmentation des rendements des titres d'État, le coût moyen des prêts bancaires est actuellement à son plus haut niveau depuis 52 mois, à 12,67 %. Cependant, malgré les interventions de la Banque centrale, l'inflation reste, depuis juin 2022, en dehors de la fourchette cible de la CBK (entre 2,5 à 7,5 %). Elle se stabilise aujourd'hui autour de 9,2 %, contre 9 % en janvier.

Le président Ruto abandonne la taxe sur les services numériques des multinationales

Le président William Ruto a annoncé que son gouvernement prévoyait de supprimer la taxe de 1,5 % sur les services numériques afin d'adopter les dispositions internationales en matière d'imposition des multinationales, notamment défendues par l'OCDE dans *l'Inclusive Framework on BEPS (base erosion and profit shifting)*. Le président s'est engagé à ratifier ce cadre, avant son entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2024. Pour rappel, l'administration de l'ancien président Uhuru Kenyatta s'était opposée à la mise en place du taux d'imposition minimum mondial de 15 %, qui oblige le gouvernement à suspendre la collecte de la taxe sur les services numériques auprès des géants de la technologie tels que *Google*, *Facebook* et *Amazon*, non-résidentes dans le pays.

Le Président Ruto en visite à Bruxelles

Le président William Ruto s'est entretenu avec les dirigeants de l'Union européenne et de la Commission européenne, la semaine dernière à Bruxelles. Lors d'une réunion avec le président du Conseil européen, les deux dirigeants se sont engagés à renforcer le partenariat stratégique entre le Kenya et l'UE. Un accord a été conclu pour finaliser l'accord de partenariat économique (APE UE-KENYA) avant fin juin 2023. Le Commissaire Jutta Urpilainen et le ministre des Transports kényan, Kipchumba Murkomen, ont également signé une déclaration d'intention pour le financement de la ligne 3 du réseau de Bus Rapid Transit (BRT) de Nairobi pour un montant total de 347,6 MEUR, financé par la BEI et l'AFD (236,3 MEUR), une subvention de l'UE (45 MEUR), et une contribution de l'État kényan (66,3 MEUR).

Madagascar

La Banque mondiale finance l'accès à l'énergie et la digitalisation pour 400 M USD

Le conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé le 30 mars un prêt de 400 M USD en faveur du projet de connectivité numérique et énergétique pour l'inclusion à Madagascar (DECIM). Il vise à améliorer l'accès aux infrastructures énergétiques et numériques fiables et abordables, mettant l'accent sur l'inclusion des communautés mal desservies. Il s'articule autour de quatre composantes : i) le développement d'infrastructures dans le secteur de l'énergie et du digital (155 M USD) ii) l'amélioration de l'accès aux services dans ces deux secteurs (205 M USD) iii) le renforcement capacitaire et l'assistance technique pour renforcer l'environnement politique, juridique et réglementaire (20 M USD) iii) le pilotage du projet (20 M USD).

Maurice

Maurice : une croissance de 8,3 % grâce à des piliers économiques résilients

Selon *Statistics Mauritius*, la croissance pour 2022 s'établit à 8,3 %, portant le PIB à 11,6 Mds EUR, soit un PIB par habitant de 9 200 EUR. Après deux années lourdement marquées par les impacts de la crise sanitaire, l'activité touristique se redresse avec une augmentation de la valeur ajoutée produite par l'hôtellerie-restauration de 200 %. L'industrie (+10,4 %), et en moindre

mesure les services financiers (+4,2 %) et des technologies de l'information et de la communication (+4,0 %) sont également des secteurs en expansion. *Statistics Mauritius* envisage un maintien de cette tendance avec une prévision de croissance de +5,0 % pour 2023.

Ouganda

L'agence de notation financière Fitch dégrade la note de l'Ouganda

Fitch Ratings a dégradé la note de défaut émetteur de l'Ouganda pour les émissions de devises à long-terme de stable à B+ négative. Cette dégradation s'explique notamment par le poids de la dette et le déficit budgétaire de l'Ouganda. S'agissant de la dette, l'Ouganda est confrontée à une augmentation de son service (sa part dans les revenus fiscaux est passée de plus de 20 % sur l'exercice 2020/2021 à plus de 30 % sur 2021/2022). Concernant le déficit budgétaire, en raison de la faiblesse des recettes budgétaires (14,4 % du PIB en 2020/2021), et de la part croissante budget allouée au remboursement de la dette, l'Ouganda est contrainte de contracter des prêts pour financer son budget de fonctionnement et de développement, à l'instar des prêts contractés en 2022/23 (prêt de 300 MEUR auprès de la *Standard Chartered Bank* et de 500 MEUR auprès de la *Stanbic Bank*). Par ailleurs, l'Ouganda peut aussi compter sur les décaissements du Fonds monétaire international (FMI), au titre de la Facilité de crédit élargi (230 MUSD (soit 0,5 % du PIB) sont attendus sur l'année fiscale 2023/2024).

Rwanda

Les services du FMI sont parvenus à un accord sur les programmes PCI et RSF

Une équipe du FMI s'est rendue au Rwanda du 22 mars au 4 avril 2023, pour discuter des premières revues de l'instrument de coordination des politiques (PCI) et de la facilité de résilience et de durabilité (RSF). Pour rappel, ces dispositifs avaient été approuvés le 12 décembre 2022, pour un montant total de 240,3 MDTs (environ 319 MUSD). Les services du fonds indiquent que tous les objectifs quantitatifs pour la fin décembre 2022 ont été atteints et tous les objectifs de réforme devraient être achevés avant la discussion du Conseil d'administration. À l'issue de cet examen, le Rwanda pourrait avoir accès à 55,46 MDTs (équivalant à environ 74,6 MUSD) au titre de la RSF. Concernant le cadre macroéconomique, l'économie du Rwanda a enregistré une forte croissance de 8,2 % en 2022, tandis que l'inflation globale est restée élevée à 20,8 % en février. L'activité économique alimentant la demande d'importation a ajouté aux pressions existantes sur les réserves de change liées à la hausse des prix des produits de base et au resserrement des conditions de financement mondiales, et a encore exacerbé les déséquilibres intérieurs et extérieurs.

Seychelles

Seychelles : l'agence de notation financière Fitch Ratings a confirmé la note de crédit des Seychelles pour

2023 à "BB-" avec une perspective stable

Cette note traduit une stabilité de la politique macroéconomique et monétaire des Seychelles, de solides indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale, des niveaux de revenu relativement élevés, une importante reprise du tourisme en 2022 avec une hausse de 82 % des arrivées de touristes ainsi qu'une baisse de l'inflation qui passe de 9,8 % en 2021 à 2,6 % en 2022. Cependant, ces atouts sont contrebalancés par la dépendance importante des Seychelles aux activités touristiques et aux importations. Les vulnérabilités au changement climatique constituent également une faiblesse majeure sur le long terme puisque les Seychelles sont fortement exposées aux risques liés à l'élévation du niveau de la mer.

Somalie

Pas de brève cette semaine

Soudan

Avec 2 Mds USD, l'or est de loin le premier poste d'exportation en 2022

Le Directeur de la *Sudanese Mineral Resources Company* (SMRC) a annoncé que la production d'or pour l'année 2022 avait atteint 41,8 tonnes, dont 34 tonnes exportées pour plus de 2 Mds USD, soit 47 % des exportations du pays. D'après les statistiques de la Banque centrale, la production d'or au Soudan a été de 49,7 tonnes en 2021 et de 35,7 tonnes en

2020. Environ 80 % de cette production provient des mineurs artisanaux qui travaillent à l'aide de moyens techniques modestes. Fin mars, les autorités ont annoncé la mort de 10 mineurs suite à l'effondrement d'une mine à Wadi Hlafa, au nord du pays.

📍 Soudan du Sud

Affaiblissement de la livre sud soudanaise par rapport au dollar

La dépréciation de la livre sud soudanaise (*SSP-South Sudanese Pound*) a atteint un niveau record cette première semaine d'avril 2023 : 1 USD équivaut désormais à 863 SSP. A l'indépendance du pays, le taux de change était de 1 USD pour 2,9 SSP (septembre 2011), avant de se déprécier progressivement, à 1 USD pour 131,6 SSP en janvier 2018 et plus encore sur les dernières années et depuis la guerre en Ukraine. Cela s'explique certes par la force du dollar : l'indice du dollar américain (*DXY-US Dollar Index*), qui compare la valeur du dollar à un panier de devises étrangères, s'est renforcé de 23,3 % de 2021 à 2022, en raison de la politique monétaire américaine très restrictive dès le début de l'année 2022. Toutefois, comme le rappelle le FMI dans son rapport sur le Soudan du Sud No. 2023/108, 86 % de la variation du taux de change s'explique par la variation des réserves de change. Ainsi, l'augmentation des réserves de change de 72 % entre avril et juillet 2022 a induit une dépréciation de 50 % de la SSP. Cette dépréciation de la SSP devrait engendrer une inflation de l'ordre de 16,5 % sur l'année 2022/23 selon le FMI.

📍 Tanzanie

Air Tanzania accuse une perte de 15 MUSD sur 2022

Selon le Rapport d'audit général des pouvoirs publics 2021/2022 remis à la présidente Samia Suluhu Hassan, *Air Tanzania Company Limited* (ATLC) a connu une perte de 15 MUSD au cours de l'exercice 2022 (contre 15,4 MUSD en 2021) due pour 25 % à des retards de vols. Le rapport révèle également qu'ATCL fait partie des 42 entités gouvernementales ayant enregistré des pertes ou des dépassements de budget au cours des deux dernières années. En parallèle, les données la *Tanzania Civil Aviation Authority* (TCAA) révèlent une croissance de l'industrie aéronautique tanzanienne : le trafic de passagers (+ 49 %, 5,72 M de passagers enregistrés en 2022 contre 3,84 M en 2021) et de fret (+ 13 %, 35 131 t en 2022 contre 30 974 t en 2021) ont dépassé les niveaux antérieurs à la pandémie de Covid-19. *Puma Energy Tanzania* a également souligné dans un communiqué un rebond de la consommation de kérosène (+ 45 % en 2022) se rapprochant des niveaux pré-pandémiques.

Visite de Kamala Harris en Tanzanie : une aide de 560 MUSD allouée au cours de l'exercice 2023/2024

La vice-présidente des Etats-Unis Kamala Harris était en visite officielle à Dar es Salam du 29 au 31 mars à l'occasion d'une tournée africaine. Parmi les engagements pris dans le cadre du renforcement des relations bilatérales, les Etats-Unis ont l'intention de fournir une aide de 560 MUSD au cours de l'exercice 2023/2024 afin de soutenir le



développement économique à long terme du pays. La Tanzanie a également signé un protocole d'accord (MoU) avec l'*Exim Bank of USA* qui facilitera les exportations américaines vers la Tanzanie, pour une valeur maximale de 500 MUSD. Les secteurs d'exportations privilégiés seront les

transports, les infrastructures, la technologie numérique et les projets d'énergie propre.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE

julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international